

Actes du colloque du 23 JUIN 1999

Sous le haut patronage de :

Christian PONCELET, Président du Sénat

Nicolaï MERKOUCHKINE, Président de la République de Mordovie, Président de la Commission du règlement et des procédures du Conseil de la Fédération de Russie

Jean-Daniel GARDÈRE, Directeur Général du Centre Français du Commerce Extérieur

et sous l'égide de :

Jacques CHAUMONT, Président du Groupe sénatorial France-Russie

Où va la Russie ?

**Colloque organisé le Sénat
et le Centre Français du Commerce Extérieur**

Allocution d'ouverture

Christian PONCELET
Président du Sénat

Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord saluer les personnalités qui nous font l'honneur de participer à ce nouveau colloque Sénat-CFCE. Je salue en particulier Monsieur Merkouchkine, Président de la République de Mordovie ainsi que les personnalités qui l'accompagnent. Vous êtes les bienvenus chez nous. Nous accueillons également Jean-Daniel Gardère, Directeur général du CFCE, et le Sénateur Chaumont, Président du groupe sénatorial France-Russie.

L'objectif de ce colloque est d'étudier les relations économiques entre la Russie et la France, à l'aune de la question suivante : où va la Russie ? Cette question fait l'objet de nombreux travaux de la part des élus. Peut-être que nous obtiendrons aujourd'hui des réponses confiantes.

Nous avons voulu organiser cette rencontre pour trois raisons principales.

- **La continuité dans l'amitié entre la France et la Russie**

Nous entretenons en effet des liens d'amitié étroits ; nous avons combattu ensemble pour la liberté dans le passé et cette fraternité d'armes a renforcé les liens entre nos deux pays. Un colloque franco-russe avait déjà été organisé par le Sénat il y a deux ans. Je rappelle en outre que notre Chambre travaille avec la Douma et le Conseil de la Fédération. J'entretiens moi-même de cordiales relations avec le maire de Moscou, qui a été reçu par le Sénat à de nombreuses reprises. A ce propos, je voudrais saluer l'activité remarquable conduite par le groupe sénatorial France-Russie, présidé par Jacques Chaumont.

- **La place de la Russie dans l'Europe**

Certains s'interrogent sur l'avenir de la Russie et ses ambitions. D'autres sont intéressés par les immenses richesses exploitables de ce pays. La Russie inspire donc la crainte et l'envie. En ce qui nous concerne, nous constatons simplement que l'Europe et le monde ont besoin de la Russie. La Russie fait d'ailleurs partie intégrante de l'Europe. La crise du Kosovo l'a montré. Vous savez que la Russie a été sollicitée peu après l'ouverture des hostilités. L'équilibre des nations appelle finalement une Russie stable, démocratique, qui soit notre partenaire.

- **L'intérêt des entrepreneurs français**

Les entrepreneurs implantés en Russie comme celles et ceux qui ont des projets pour ce pays nous ont fait part de leurs doutes et de leurs inquiétudes. Le Sénat comme le CFCE leur devaient des informations précises sur la situation actuelle de la Russie. Nous allons tenter, avec les meilleurs spécialistes, avec M. Nicolai Ivanovitch Merkouchkine, de répondre à vos questions et de satisfaire votre curiosité. M. Merkouchkine séjourne à Paris suite à l'invitation du Sénat. Il mettra à profit ce colloque pour vous présenter la situation de la République de Mordovie. La France entend développer de bonnes relations avec cette République, pour finaliser la meilleure et la plus efficace des coopérations.

La présence de cette haute personnalité démontre que l'amitié dont je parlais précédemment n'est pas simplement une affaire de mot.

Je terminerai en invitant les orateurs à parler vrai pour que vous puissiez vous forger une idée claire de l'avenir de la Russie ! En tout état de cause, nous croyons en l'avenir de la Russie. Vous savez d'ailleurs que le Sénat, fidèle à son souci d'apporter des réponses concrètes aux préoccupations de nos concitoyens, est prêt, avec le CFCE, à vous aider dans tous les domaines. L'essentiel est en effet bien de développer nos relations avec la Russie. N'hésitez donc pas à solliciter les Sénateurs et notamment le dynamique Jacques Chaumont. Je souhaite de bons succès à vos travaux.

Nicolai MERKOUCHKINE

Président de la République de Mordovie

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, tous les membres de notre délégation sont très honorés de participer à ce colloque. Nous remercions le Président du Sénat d'avoir pris cette initiative. Nous y voyons l'expression du souhait de la France de coopérer avec la Russie dans tous les domaines, ce qui est important pour notre pays.

Il est vrai que nos deux pays ont des liens étroits. Notre coopération sera donc forcément mutuellement avantageuse. Durant les périodes les plus pénibles de notre histoire, nous avons toujours été ensemble et les Russes sont à cette heure persuadés que la France, ses hommes politiques ou ses entrepreneurs, seront aux côtés de la Russie pour édifier l'Europe unie et démocratique de demain.

La question qui sert de titre à ce colloque peut avoir plusieurs réponses. Pour être bref, je pense que les Russes répondront tous de la même manière ; ils veulent vivre dans une économie de marché, obtenir davantage de libertés, et s'intégrer à la communauté internationale. Même les partis politiques les plus extrémistes, qui ne reflètent pas l'opinion majoritaire, sont d'accord avec ces principes de base. Nous sommes tous en faveur du développement et de la coopération commerciale. Je dirai même que la Constitution de la Russie est rédigée de telle manière que les régions de la Russie sont libres de se lancer dans des activités économiques extérieures. La plupart des régions ont accumulé une certaine expérience dans ce domaine. La Mordovie est active en France, en Italie, en Hongrie, en Suède, pour ne prendre que ce seul exemple. Notre République a en outre des bureaux de représentation dans de nombreux pays. Nous avons signé récemment un accord de coopération économique et culturel avec le département du Cher. Nous avons l'intention de concrétiser cette coopération.

Depuis la crise du 17 août dernier, la Russie connaît une situation contrastée. Les relations avec les institutions financières internationales se sont dégradées mais la nouvelle donne interne permet de développer plus activement la production. Les entreprises étrangères présentes en Russie ne sont d'ailleurs pas toutes impliquées dans des processus financiers. Les résultats du premier trimestre 1999 montrent que la rentabilité des projets a augmenté de 2,5 %. En outre, les règlements en argent comptant, et non plus en troc, ont été multipliés par deux. De même, la productivité a été multipliée par deux dans certaines régions. La production industrielle a augmenté de 11 % dans notre République (industries de transformation, agroalimentaires, et entreprises exportatrices). Pour nous, cette situation est plus favorable pour les entreprises qui cherchent à produire en Russie. J'ajoute que le cours du rouble ne permet pas à la population d'acheter des produits importés. Le marché des produits intérieurs recèle donc un potentiel non négligeable. Des productions que l'on pensait finissantes, comme pour les postes de télévision, ont redémarré.

Concernant les causes de la crise du 17 août, il faut noter que les intervenants pensaient que des réformes économiques allaient rendre la donne favorable. Mais personne ne misait sur la production elle-même. A l'heure actuelle, les entreprises vivent des restructurations et le succès semble acquis. Les lois récemment adoptées améliorent en outre ce processus. Le pays ne renoncera donc pas à ces atouts.

En conclusion, je voudrais une nouvelle fois remercier Monsieur Christian Poncelet. Le Président du Sénat nous a dit qu'il voulait faire de ces colloques une tradition annuelle. Je suis convaincu que cela sera un gage de succès pour le futur de nos deux pays.

En guise d'introduction

Jean-Daniel GARDERE

Directeur général du Centre Français du Commerce Extérieur

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais d'abord remercier la délégation russe qui vient de différentes régions de Russie. Je voudrais également remercier les spécialistes, les chercheurs, les analystes qui ont accepté de travailler avec nous, ce matin et cette après-midi, lors des tables rondes. Je remercie enfin les hommes d'affaires, venus pour certains de Moscou, qui nous apporteront leurs témoignages.

Nous avons eu l'idée de cette rencontre en 1998, avant la crise. Suite à la crise, nous avons hésité à maintenir ce projet. Finalement, après avoir pesé le pour et le contre, nous avons choisi d'organiser cette rencontre. Vous êtes présents en nombre ce matin. Cela montre que nous avons eu raison et que l'intérêt pour ce pays et son avenir demeure immense.

Un auteur russe à la fin du XIXème disait que la Russie ne relève pas de la raison. Elle procède d'une autre dimension. De fait, il me semble que l'économie, la société, la politique russes présentent un double paradoxe ; premièrement, les entreprises en cessation de paiement ne font pas faillite et même augmentent leur production, dans une économie que l'on peut considérer comme en défaut de paiement, aussi chaotique que démonétarisée. Cela dit, le rouble s'est stabilisé, l'inflation a été réduite de presque deux tiers, la collecte fiscale a été plutôt meilleure que prévu, le précédent gouvernement s'est montré somme toute assez rigoureux dans de nombreux domaines. Deuxièmement, un réel et constant désir du G7, de la Banque Mondiale, quant à la non-isolation de la Russie s'affirme alors qu'une partie de la Russie aspire à s'isoler elle-même. Lors d'une récente rencontre, le directeur général du FMI avait dressé un tableau assez optimiste de la situation russe. Pourtant, la Douma a refusé une loi d'augmentation fiscale qui était nécessaire à l'application des directives du FMI et a voté une résolution pour la poursuite du Secrétaire général de l'OTAN pour crimes de guerre.

En d'autres termes, " on n'y voit pas très clair ". Les avis des experts le reflètent. D'ailleurs, le dossier qui vous a été remis contient diverses opinions : désespérance et perpétuation d'un système mi-privé et mi-administré, ou plutôt ni privé ni administré, ou analyse d'un nouvel essor du pays... J'attends donc beaucoup de notre journée de travaux, pour élucider ce mystère de la Russie. J'appelle les intervenants et les participants à nous aider dans cette entreprise d'éclaircissement, dans une logique de "parler vrai", comme le réclamait le Président Poncelet.

Première partie : la nouvelle donne

Cette première partie a été animée par Jacques CHAUMONT, Président du groupe sénatorial France-Russie, et Bernard BOIDIN, Directeur de l'information économique, juridique et réglementaire, CFCE

L'héritage de Boris Eltsine : **un Etat et un régime politique en crise**

Marie MENDRAS

Chercheur au CNRS, Centre d'Etudes et de Recherches
Internationales (CERI - Sciences Po)

Nous avons été invités à dire la vérité. Nous pourrions tout au moins vous parler de la réalité ! Les réalités, vous le voyez avec les titres de nos interventions, ne sont pas roses. Le mot crise y est d'ailleurs employé très souvent.

Je voudrais réfléchir sur la situation de l'après-Eltsine. Je fais deux postulats en guise d'introduction. Je considère que Boris Eltsine quittera le pouvoir avant les législatives et la présidentielle. Je considère également que le Président de l'Etat russe, tant par sa présence obstinée que par ses absences répétées, a eu une forte influence sur les institutions russes et leur perception. La crise de l'Etat et du régime politique, le rôle du Président dans cette crise et donc les perspectives

d'évolution une fois que ce Président aura quitté le pouvoir seront donc les points qui nous intéresseront.

Premier point : la domination de l'exécutif. Elle est vraie au niveau central comme au niveau des régions. De fait, le gouvernement a de moins en moins de légitimité parlementaire. Le Premier Ministre ne représente donc pas un consensus majoritaire. La forte concentration du pouvoir dans les mains du Président est un signe de faiblesse du régime politique, de la Présidence en tant que telle, et non un signe de vitalité. Du fait de cette concentration sur la personne du Président, une dérive du fonctionnement de son entourage et de l'administration est apparue, d'où, par exemple, l'essor du clientélisme.

Ce problème de trop forte concentration du pouvoir dans les mains d'un petit réseau ne peut être résolu par une révision de la Constitution. Les comportements des hommes politiques jouent un rôle fondamental.

En tout état de cause, le régime politique russe, après 10 ans d'élections libres, est face à un grave problème de représentation. Certes, le pays respecte les droits des citoyens mais, du fait de la faiblesse des acteurs politiques, les intervenants traditionnels (syndicats, partis...) sont peu organisés. La seule exception pourrait être, encore qu'il faille être prudent en la matière, le Parti Communiste.

Par conséquent, les citoyens ont peu de moyens de contrôler et de sanctionner leurs dirigeants. Ils ne se sentent pas vraiment représentés. Boris Eltsine a joué un rôle dans ce non-développement de la représentation car il n'a jamais voulu fonder un parti. Les hommes politiques dépendent de plus en plus de réseaux, de ressources financières et du soutien des médias pour perpétuer un acquis : le maintien des élections.

Enfin, un troisième point est fondamental : la question du fédéralisme, ou plus exactement la question de la régionalisation et de la répartition des ressources. La classe politique sait que la Russie ne peut plus être gouvernée de manière trop centralisée mais il n'y a pas de réel consensus quant à la construction du fédéralisme. A mon sens, Boris Eltsine, marqué par le traumatisme de 1991 et l'éclatement de l'URSS, a eu du mal à faire face à cette question de répartition des compétences. La guerre en Tchétchénie a été un symptôme de cet état de fait.

Ces dérives que nous observons à Moscou se retrouvent très souvent au niveau des régions. J'ajoute que les administrations fonctionnent de plus en plus de manière autonome ; elles ne respectent plus vraiment le politique.

Enfin, je voudrais insister sur un dernier point : l'économie n'est pas responsable du mauvais fonctionnement de l'État, à tous les niveaux. Le Président russe ne s'est jamais passionné pour les réformes économiques. Il s'est concentré sur la politique et l'élimination de ses éventuels rivaux. Sa vision était avant tout nationale. Malheureusement, il laisse aujourd'hui en chantier la question de l'État et des différents pouvoirs. Après Boris Eltsine, finalement, la tâche sera extrêmement lourde, et cela quel que soit son successeur.

Un représentant de l'Agence Spatiale Européenne

Au moment où Primakov est devenu Premier Ministre, le problème culturel qui existe depuis très longtemps en matière institutionnelle a pris une nouvelle acuité. Au moment de la crise, le compromis fait par Eltsine était en effet novateur. Le premier Ministre conduisait une espèce de cohabitation avec la Douma. C'est pour cela que j'ai trouvé cette intervention trop négative.

Marie MENDRAS

Je ne suis pas d'accord. Je ne crois que pas que l'on puisse interpréter les départs successifs des Premiers Ministres et la nomination de Primakov comme un compromis ! Boris Eltsine était "coincé

” si je puis dire. Depuis 1996, à chaque crise, tout le monde se demande si la succession du Président est ouverte ! C’est pour cette raison que je vois les événements de l’automne comme reflétant un moment de crise. On peut simplement se féliciter que personne n’ait fait appel à la force, comme en 1993.

La Russie depuis un an : a-t-on touché le fond ?

Jérôme SGARD

**Economiste senior, Centre d’Etudes Prospectives et
d’Informations Internationales (CEPII)**

Il est difficile de répondre à la question qui forme l’intitulé de mon intervention. Cela étant, si nous faisons le bilan des évolutions intervenues depuis août dernier, trois points apparaissent essentiels.

Premièrement, nous avons évité le pire suite au double défaut de paiement et à la dévaluation. Deuxièmement, des évolutions sont apparues positives à court terme. Troisièmement, à long terme, des éléments de fragilité demeurent, ce qui impose une grande prudence.

Depuis octobre, les rythmes d’inflation sont raisonnables. Et les taux de change ne connaissent plus une forte volatilité. La politique monétaire a été très stricte, et accompagnée d’une politique budgétaire très orthodoxe. En d’autres termes, le gouvernement de Primakov a compris que la possibilité de mener des politiques économiques actives, avec par exemple des injections de crédits ou des usages intempestifs de la planche à billets, était fortement limitée. Par ailleurs, après une chute sensible de la production, un rattrapage est apparu et s’est affirmé assez rapidement. Plusieurs entreprises ont augmenté leur production et ont vu leur situation financière s’améliorer. Cela dit, si cette tendance n’a pas encore de conséquence sur les exportations, elle commence à impacter la consommation interne. Mais les améliorations ne sont pas très claires. Le risque est donc que la reprise actuelle repose sur des facteurs temporaires ou de reconstitutions de stocks.

Nous pouvons faire le même bilan pour la balance des paiements. Après une forte dérive, une correction est apparue, ce qui a permis un excédent courant. Mais nous devons prendre en compte la baisse des investissements directs, la fuite des capitaux et les conséquences de la variation du prix du pétrole.

J’ajoute que le dernier accord FMI vise au refinancement des encours de dettes accumulées au cours des dernières années.

A moyen terme, quelles sont les conséquences de cette situation ? Les marges de manœuvre des politiques économiques sont très serrées et tout dérapage, toute volonté de tester les limites, se traduirait certainement par une reprise de l’inflation ou de la dépréciation du change, voire les deux. Cela tient au fait que l’État est foncièrement insolvable. L’État ne peut plus émettre de dettes. Sur un plan plus structurel, peu a été fait en matière de restructurations d’entreprise et du système bancaire. Dans ces domaines, tout flotte ; les entreprises insolubles, comme nous l’avons dit, ne sont pas fermées. D’autre part, la capacité des pouvoirs publics et des acteurs politiques à définir une stratégie est très limitée : ressources limitée, difficulté intellectuelle à savoir que faire, problèmes de constitution d’une coalition politique stable autour d’une stratégie de réforme... Enfin, la Russie connaît un problème institutionnel. Les instruments d’action du pouvoir politique sont donc très faibles. La capacité de l’État à prendre en mains le destin du pays semble s’estomper. A l’inverse, dans des pays ayant engagé des réformes dans l’Europe de l’Est, cette capacité étatique s’affirme progressivement.

Les groupes oligarchiques russes : affectés par la crise mais toujours pièces essentielles du jeu économique

Virginie COULLAUDON

**Directeur de recherches, Davis Center for Russian Studies,
Harvard**

Le régime oligarchique est en Russie traditionnel. Nous le trouvons déjà en période pré-révolutionnaire et en période soviétique. Mais cette tradition s'est accrue depuis la crise.

Le clientélisme est souvent maintenu, dans nombre de régions. Les changements brusques de clientèles provoquent souvent les confusions dont nous sommes les témoins. Le débat qui oppose l'élite dirigeante à l'opinion montre que les questions s'articulent autour de clientèles et non de programmes : il s'agit de savoir qui bénéficiera des réformes. Cette dérive reflète cinq caractéristiques :

- Un exécutif puissant et donc un déséquilibre des pouvoirs ;
- Une gestion toujours conservée secrète ;
- Une politique venant du haut ;
- Une nécessité de cooptation des élites ;
- Le paradoxe d'une politique de démocratisation imposée par la force.

Ces 5 caractéristiques permettent à mon sens de maintenir les oligarchies. Dans l'esprit russe, ceux qui pourront remporter les élections seront ceux qui disposent de ressources financières, maîtrisent les réseaux, connaissent les bonnes personnes ...

Aujourd'hui, nous avons deux groupes : le groupe du Kremlin et celui du maire de Moscou. Le groupe du Kremlin s'est soudé après le limogeage de Primakov. Récemment, le groupe présidentiel a réussi à mettre en place une structure politique et financière, dont les journaux ont longuement parlé. Ce groupe repose sur Boris Berezovski, financier, aidé par deux bras droits. Il contrôle la plupart des ministères, dont celui de l'Intérieur, la première, la deuxième, la sixième chaîne de télévision, des raffineries, des compagnies pétrolières, des établissements financiers, dont une nouvelle banque qui pourrait obtenir bientôt la gestion des budgets fédéraux. Ce groupe repose aussi sur Valentin Poumachev, proche de la fille de Boris Eltsine et d'Anatoli Tchoubaïs, qui contrôle le ministère de la justice, des entreprises, des journalistes vedettes, des publicitaires. Sur le papier, ce groupe paraît puissant. Il est cependant confronté à différents problèmes dont l'absence de candidat, ce qui est un problème, même en Russie !

Le groupe du Maire de Moscou dispose lui d'un candidat : Youri Louvkov. Ce groupe a des moyens (le budget communal affichait un excédent de 2,3 milliards de francs avant la crise d'août). Le groupe est présent dans l'immobilier, les médias... La municipalité a en outre créé des holdings qui ont réalisé des investissements massifs dans la capitale et les industries d'avenir. Le maire s'appuie sur la Banque de Moscou, des compagnies d'assurance, des médias.... Ce groupe est stable. Il se constitue depuis 1992 et est centré autour d'un chef charismatique. Il a commencé à tisser des liens en régions.

Que peuvent faire les autres candidats face à ces groupes ? Le Parti Communiste raisonne lui aussi en termes d'oligarchie. Il s'appuie sur des industries. Quoi qu'il en soit, je crois à l'émergence d'une contre-élite depuis une dizaine d'années. En effet, selon moi, si les élites traditionnelles vont jouer un rôle à moyen et court terme, une autre élite, avec de nouvelles idées, est en train d'apparaître, à Moscou comme en régions. Les mentalités et les perceptions du rôle de l'État diffèrent de façon

significative dans ces contre-élites. De plus en plus, leurs membres considèrent que la Russie devrait briser les cinq caractéristiques dont je parlais à l'instant et revoir le rôle de l'État. C'est ici que se situe selon moi la relève de la Russie, ce qui me permet d'être légèrement optimiste, au moins à long terme.

Nicolai Merkouchkine

Cette analyse est détaillée et bien des choses que nous venons d'entendre reflètent la situation actuelle. Cela dit, dire que les oligarques détermineront les futures élections peut s'avérer faux. En effet, en 1996, nous avons vu qu'un homme nouveau était apparu. Certes, les oligarques ont soutenu Boris Eltsine mais la population ne voulait pas d'un retour en arrière. Dans le même temps, le prestige des oligarchies est tombé, notamment après la crise du 17 août 1998. En fait, nous ne voyons plus ces oligarques alors qu'ils étaient omniprésents avant le 17 août. Ce sont les leaders de région qui auront une forte influence ; je pense notamment au bloc Patrie, bien représenté dans les régions. Selon certains sondages, ce bloc obtiendrait des résultats comparables à ceux du Parti Communiste.

Virginie COULLODON

Je disais simplement que la confusion habituelle en Russie est de considérer l'oligarchie comme appartenant à des banquiers. Or ces banquiers ont connu quelques difficultés après août 1998. C'est le système en tant que tel qui est maintenu. Par exemple, Primakov a simplement changé les oligarchies. La donne s'est dégradée récemment car seul l'ETA peut désormais donner des subsides.

Les régions russes après la crise : des disparités renforcées

François BENAROYA

Conseiller économique pour la CEI, Mission économique et financière à Moscou

La Russie est un pays dont les disparités régionales sont fortes. D'ailleurs, on ne peut comprendre ce pays qu'en croisant approches régionales et études transversales. Le Sénat comme le CFCE, Marie Mendras ou d'autres spécialistes le savent. La Mission économique et financière à Moscou publie par exemple des guides sur les régions.

Les clivages entre régions sont nés de différents facteurs, notamment la structure fédérale, la faiblesse de l'État, les défaillances du marché... Ces clivages sont multiples : régions rurales/industrielles, régions exportatrices de matières premières (Sibérie, Oural...) et régions du Sud importatrices (qui ont une certaine liquidité et qui souffrent moins d'impayés que les premières). Le poids prépondérant de Moscou est en tout état de cause certain, avec 6 % de la population mais 33 % des dépenses des ménages russes. C'est pourquoi de nombreuses entreprises veulent se concentrer sur la capitale et ne pas aller en région. Je précise que le poids de Moscou est plus important que celui de Paris en Ile-de-France. Cette concentration ne s'arrête pas au niveau de la capitale russe ; 20 régions abritent 51 % de la population et 72 % des dépenses. C'est dire l'intérêt d'une démarche régionale, intérêt d'ailleurs renforcé par la crise d'août.

Cette crise a entraîné un creusement des divergences des politiques économiques régionales. Depuis l'automne dernier, les régions ont pris des décisions qui affectent le marché des biens (contrôle de prix, de marge, interdiction de sortir du territoire de la région pour certains produits...). Les régions ont en outre mis en avant le risque d'arrêt des transferts des recettes fiscales et repris en main les

grandes entreprises locales. Ces tensions sont en partie retombées, au moins pour les deux premières. Cela dit, les entreprises ne peuvent que prendre en compte différents risques :

- Dans le secteur agroalimentaire, l'entreprise doit prendre en compte la possible restriction de la circulation des marchandises ;
- En matière fiscale, la situation financière de la région et la fiscalité locale dépendent davantage des pouvoirs régionaux ;
- Les risques latents quant à des re-nationalisations et d'éventuelles re-privatisations existent, ce qui ne peut laisser indifférentes les entreprises.

Deuxième conséquence de la crise : le renforcement des disparités macro-économiques, pas uniquement au profit de Moscou. En fait, seule la capitale semble émerger pour certains produits. Des entreprises ont donc baissé la voilure de leur réseau de distribution. A l'inverse, nous assistons à la reprise de la production industrielle dans plusieurs secteurs et à la contraction des services (certaines régions souffrent moins de la crise que Moscou). Nous sommes également face à un éclatement de la bulle financière - les crédits sont dorénavant plutôt octroyés aux entreprises exportatrices et aux régions pratiquant la transparence.

Je voudrais insister sur deux grandes idées pour conclure. Certes, la crise a accentué certains risques régionaux mais a aussi accru l'intérêt d'une démarche régionale différenciée. Pour les investisseurs, les régions restent perçues comme un échelon de complexité supplémentaire. Ce n'est que sur le long terme que les avantages du fédéralisme pourront apparaître (concurrence entre régions par exemple, pour attirer les investissements directs étrangers).

Deuxième partie : stratégies possibles pour les entreprises françaises

Cette seconde partie a été animée par Jacques CHAUMONT, Président du sénatorial France-Russie, et Bernard BOIDIN, Directeur de l'Information économique, juridique et réglementaire au CFCE.

La stratégie des entreprises françaises : une présence qui doit désormais s'inscrire dans la durée

Patrick BERGER

Chef de la mission économique et financière à Moscou

Je ne voudrais pas revenir sur ce qui a été dit ce matin mais confirmer, du point de vue de la Mission économique et financière, la vision exposée quant à la situation économique de la Russie. En d'autres termes, le scénario d'une hyper-inflation paraît devoir être écarté ; nous sommes dans une phase de stabilisation même si les déficiences demeurent. Mais la stabilisation économique ne suffit pas ; l'économie russe doit procéder à une adaptation structurelle, tout en monde en convient. J'ajoute que les perspectives économiques sont moins défavorables qu'il y a 3 ou 4 mois. Pour le PIB, par exemple, nous nous attendons à une contraction de 1 ou 2 % ; nous sommes donc loin de l'effondrement.

Ces différents éléments ne sont pas neutres pour les entreprises françaises qui entendent travailler en Russie. La contraction de l'activité économique et la chute du rouble ont provoqué un repli marqué des importations. Ces dernières se contractent de 47 % sur les quatre premiers mois de 1999, ce qui se comprend aisément. Dans ce contexte, les exportations françaises subissent un recul d'environ 50 %. Ce recul est d'ailleurs en ligne avec la diminution des exportations de nos principaux concurrents (l'Allemagne essentiellement).

L'examen de la composition des flux commerciaux montre que ce repli s'opère au détriment des produits à forte valeur ajoutée. Les produits agroalimentaires et les produits semi-finis connaissent un repli moins prononcé. Pour les biens de consommation non alimentaires, la baisse est de 80 %. Les postes de consommation qui caractérisaient la classe moyenne sont particulièrement atteints. Je pense aux postes d'équipement du foyer, à la pharmacie, aux cosmétiques... La grande consommation souffre donc, notamment du fait de l'érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes. Dans le même temps, les riches sont toujours aussi riches. C'est pourquoi les produits haut de gamme, comme les crèmes glacées ou les vêtements de marque, se vendent toujours. A ce propos, les moindres recettes de la mode en Russie ne tiennent pas à la baisse du pouvoir d'achat des plus riches mais au positionnement défectueux de la distribution.

Je précise par ailleurs que Tati vient d'ouvrir une surface de vente à Moscou et envisage d'élargir sa présence en Russie à terme.

Les importations de composants et de demi-produits, elles, repartent. C'est le cas pour des produits textiles, des peintures, des cosmétiques... C'est en fait la production locale qui a besoin de demi-produits importés.

Mais le consommateur russe prend désormais conscience que le produit étranger n'est pas toujours le meilleur à l'achat. Nous assistons même à l'essor de publicités qui parlent du rapport qualité/prix ou du caractère russe de tel ou tel produit.

Enfin, j'ai le sentiment que la crise amène un changement des comportements. Les dépenses seront de moins en moins ostentatoires, surtout pour les classes riches. C'est notamment vrai en région, où les élites sont réticentes à s'afficher avec des costumes de grande marque ou de belles voitures neuves.

Concernant la production industrielle, je n'y reviendrai pas. Je vous signale simplement que la Mission économique et financière a réalisé une étude qui est à votre disposition.

En guise de conclusion, je me garderai bien de dire aux entreprises ce qu'elles doivent faire en Russie. Je voudrais simplement tracer devant vous six pistes d'évolution.

- Le potentiel du marché est indéniable, tant du point de vue des ressources naturelles que de la taille du marché - Yves Rocher réalise en Russie ses chiffres d'affaires les plus élevés au monde. De même, le point de vente Mac Donalds est celui qui vend le plus en volume.
- La crise va faire naître des attitudes plus prudentes et des adaptations de moyens ciblées. La persévérance reste également de mise ; il serait en effet dommageable d'abandonner des positions durement acquises en termes de parts de marché (Je vous renvoie aux erreurs commises en Amérique Latine au début des années 80).
- La contraction du pouvoir d'achat de la classe moyenne impose plus que jamais un bon positionnement des produits par rapport à la demande.
- La forte dépréciation du rouble incite à une présence industrielle mieux affirmée en Russie pour développer des productions locales - je note à cet égard qu'aucun grand investissement français n'a été remis en cause depuis août (Renault, Danone...).
- La période qui s'ouvre doit être propice à l'approfondissement de véritables partenariats, dans la haute technologie par exemple.

- Les investisseurs français n'attendent pas un cadre préférentiel mais un cadre globalement favorable à l'investissement.

En conclusion, j'aurais pu parler de la règle des trois P, à savoir Prudence, Persévérance et Présence, si possible renforcée. Mais permettez-moi une note personnelle : contrairement à certains clichés, Moscou est une ville relativement sûre et la Russie n'est pas non plus un pays en proie à une désorganisation totale depuis août 1998 ! Si l'État connaît des difficultés, il est clair que de nombreux d'opérateurs privés continuent d'honorer leurs obligations de paiement et sont donc des partenaires fiables. Je crois que nous y reviendrons cette après-midi. Je vous invite donc à aller en Russie et à rendre visite sur place à la Mission économique et financière de Moscou qui vous aidera dans la limite de ses moyens.

Faut-il aujourd'hui envisager **une stratégie d'investissement en Russie ?**

Christophe CORDONNIER
Responsable de la recherche sur les pays émergents, Crédit
Agricole Indosuez, co-animateur du cercle Kondratieff

Le titre de cet exposé est un peu provocateur compte tenu de la situation du pays. Quoiqu'il en soit, la gestion de la crise a été de qualité et a permis un rebond de la production, en situation de désinflation. Pour autant, on ne peut pas dire que la Russie soit sur les rails d'un retour vers la croissance durable. Nous n'avons pas par exemple de signes positifs quant à la reprise des investissements. Il est évident que la Russie n'aura pas de système d'intermédiation financière digne de ce nom avant de longues années et qu'elle s'est coupée de la communauté financière internationale du fait de ses défauts de paiement de 1998.

Reste donc les entreprises étrangères. Les flux d'investissements directs demeurent cependant faibles, malgré le poids des matières premières, le faible coût des ingénieurs en région et le potentiel du marché. Ces flux demeurent faibles car la situation politique est confuse. En outre, des élections sont prochainement prévues. L'environnement macro-économique incite d'une manière générale à la prudence. Enfin, le cadre des affaires n'est pas précisé : fiscalité, respect des règles du droit (paiement entre entreprises par exemple). Par conséquent, si quelques entreprises sont attirées par le marché russe et s'y implantent directement en production comme Renault, BMW, Fiat dans le secteur automobile, Danone dans l'agroalimentaire, dans le même temps, d'autres entreprises se retirent ; Carrefour a par exemple décidé de suspendre son projet d'implantation en Russie.

Dans ce contexte, que faut-il faire ? Selon moi, il faut se hâter lentement. Le contexte électoral, source de confusion, doit être mis à profit pour poser des jalons et identifier qui fait quoi. Pour ces jalons, l'idéal est sans doute de travailler avec des convois d'entreprises. L'investissement étranger direct doit toucher en premier lieu les régions, notamment celles qui sont moins concernées par la corruption que d'autres, pour préparer l'avenir. Par ailleurs, hors occasion exceptionnelle, il me semble préférable d'attendre l'issue des deux prochaines échéances électorales majeures et de mieux appréhender la stratégie russe en matière d'accueil des investissements. A cet égard, la Chambre haute a refusé une loi favorable à ces investissements. Enfin, même si les Russes parlent des banques étrangères, ces dernières ne représentent que 12 % du capital consolidé total du secteur.

Suite à la crise d'août dernier, la perception des investisseurs a été très malmenée. Je crois donc que nous devrions agir en Russie comme nous l'avons fait en Amérique Latine. Le cercle Kondratieff a proposé aux autorités russes des conversions de dettes extérieures ou des mécanismes consistant en

un rachat de créances par des pays sponsors, avec une forte décote (les fonds issus de ces rachats pouvant être utilisés pour des achats de produits d'équipements venant des pays développés).

Toutes ces évolutions supposent une modification des esprits en Russie même. Cela ne me semble pas impossible car nous avons déjà bénéficié d'une certaine évolution des mentalités quant à l'investissement étranger direct.

Les facteurs qui expliquent cette nouvelle donne sont les suivants :

- La fin de la phase de distribution des actifs publics est terminée ;
- La prise de conscience par les Russes de la faiblesse de leur pays (crise financière, Kosovo...);
- Face à cette situation de reconquête de l'identité nationale, le recours à l'étranger, reconnu comme pertinent pour rattraper le retard technologique (la Russie l'a d'ailleurs déjà fait à l'époque de Pierre le Grand, avec les Hollandais).

La BERD, votre partenaire pour votre financement en Russie

Reinhard SCHMOELZ

Directeur de l'équipe Russie

&

Florence BACHELARD-BAKAL

Banquière principale, équipe Russie BERD

La BERD est une idée française, née en 1991, et travaille en Europe de l'Est. La Russie est le pays le plus important parmi les interlocuteurs de la BERD. Si la BERD peut et doit réussir, c'est bien dans ce pays. Aujourd'hui, nous sommes face à une crise de confiance. Nous continuons, en ce qui nous concerne, à faire des investissements dans ce pays. Au 31 mars 1999, 1 566 millions d'euros ont été décaissés pour la Russie. Les engagements signés représentent 12,118 milliards pour la zone dont 2 853 pour la Russie.

En matière d'outils de financement, la BERD a essayé d'utiliser les intermédiaires financiers locaux (participation au capital, lignes de crédit ou de stand-by), a participé à la création de fonds d'investissements (fonds régionaux de capital-risque), a accompagné les investisseurs industriels et concédé des investissements directs. Chaque banquier a en tête une "trinité" en matière d'outils de financement :

- Une saine gestion bancaire ;
- Un impact sur la transition vers une économie de marché ;
- Une complémentarité (ne pas entrer en concurrence avec les financements disponibles dans le secteur commercial).

J'ajoute que la protection de l'environnement fait partie du mandat de la BERD. `

Peu de grandes banques ont survécu à la crise. De plus, les groupes oligarchiques ont souvent des attitudes inacceptables pour un établissement comme la BERD. Néanmoins, à ce jour, la Sberbank, la Vnesheconombank ou la Vneshtorbank restent solides. Les banques régionales ont en revanche souffert de la crise et ont subi le poids des groupes industriels. Enfin, les filiales des grandes banques étrangères sont présentes sur la place de Russie.

Les fonds régionaux de capital risque couvrent la plupart des régionaux. Dans un souci d'efficacité, nous essayons de les regrouper. Ces fonds ont vocation à aider les entreprises privées ou privatisées

de taille moyenne. Leur orientation porte sur le marché intérieur. Les aides sont généralement comprises entre 300 et 600 000 dollars par transaction. Le cofinancement est possible. Les fonds prennent le plus souvent des participants dans le capital des entreprises.

En matière de financement direct, les questions à prendre en compte sont la gouvernance d'entreprise, la participation des minoritaires... La BERD a vocation à prendre des participations minoritaires. Malgré la crise, la BERD veut toujours travailler à moyen et long terme, à 2/5 ans. Elle utilise des prêts à terme ou revolving. Pour les structures A/B, la BERD reste le prêteur de référence et syndique le risque commercial.

En 1999, comme la BERD a maintenu son engagement en Russie, la Banque considère que les nouveaux projets doivent satisfaire à des conditions de rentabilité et de structure financière plus stricts. La BERD prendra en outre en compte des échéances plus courtes et tablera sur un dialogue avec le gouvernement russe et sur un dialogue renforcé avec les autres institutions financières internationales (FMI, UE et Banque Mondiale). La BERD devrait enfin développer en 1999 de nouveaux instruments : préfinancement des exportations ; financement des besoins de fond de roulement. Ses priorités opérationnelles sont la réhabilitation du secteur bancaire, en coopération avec les autres institutions, le marché PME/PMI, les infrastructures et la restructuration pilote d'une entreprise russe.

Concrètement, le volume de nos engagements dépendra de l'environnement macroéconomique et législatif. Mais en 1999 les pays membres de la BERD ont réaffirmé la vocation de la Banque d'accompagner les investisseurs sur le moyen et le long terme.

Réussir une implantation en Russie en évitant les pièges du système politico-technico-administratif russe

Gérard LUTIQUE
Chargé de mission, Danone

Ce titre est évocateur mais j'aurais préféré que l'on me demande comment surfer sur le système politico-technico-administratif russe ! Je suis présent en Russie depuis 1991, où j'ai réalisé plus de 20 implantations en travaillant avec les districts, les régions, les sovkhoses et pas uniquement avec le Kremlin.

Pour prendre un exemple, Danone a décidé en janvier 1998 de construire une usine près de Moscou. Le terrain a été choisi le 15 avril. La région a confirmé son accord le 22 juin. Les travaux ont démarré le 19 août 1998, deux jours après le 17, ce qui confirme l'intérêt de Danone pour la Russie. En deux mois et demi, nous avons transformé un terrain agricole en terrain industriel, sans payer un seul rouble de pots de vin. Plusieurs critères de réussite rentrent en compte dans ce cadre. Le système est irrationnel et personnel. Il est difficile d'expliquer mes méthodes de travail à un Comité de Direction. J'agis avant tout comme un "pousseur".

La Russie est un pays d'ingénieurs. Les gens pensent donc normes et calculs. Ils veulent tous exprimer leurs compétences lors des réunions, sans avoir une vision globale des problèmes. Le système ne dispose pas en outre de toutes les lois nécessaires pour faire évoluer un projet. Les Russes en reviennent donc au système soviétique, qu'ils connaissent.

Il faut également prendre en compte un autre élément : Même si nous maîtrisons la langue, nous ne maîtrisons pas la culture russe. Un Russe qui parle à un Russe est la situation idéale. C'est pourquoi nous avons besoin de partenaires. J'ajoute que nous devons aussi prendre en compte la réputation des Français, souvent perçus comme peu engagés sur le long terme.

L'administration a tendance à faire travailler à la lettre les investisseurs étrangers. Les normes techniques et administratives sont très complexes, y compris en région. Il faut savoir, par exemple, pour obtenir une homologation, s'il faut s'appuyer sur une région, une ville ou un district... Chez Danone, nous avons dû nous appuyer sur la région de Moscou et la Ville de Moscou. Par ailleurs, les aspects juridiques deviennent de plus en plus importants dans nombre de contrats. Enfin, les écologistes ne sont pas absents des accords et autres procédures.

Comment donc éviter les pièges ? Premièrement, on réussit en Russie si l'on a un profil bas et si l'on agit avec discrétion. J'utilise ainsi une Lada, immatriculée en Russie, pas une voiture européenne. C'est de surcroît un élément de sécurité pour moi. Les investisseurs sont considérés comme un sac de dollars. La discrétion est donc de rigueur. Deuxièmement, il faut un partenaire. Cela dit, sur ce plan, la prudence s'impose également. Troisièmement, en Russie, toute activité donne lieu à un certificat ou à une licence. Vous devez donc vérifier les dires d'un éventuel partenaire. Par ailleurs, je ne parle pas très bien le russe, ce qui présente des avantages. J'ai recours à des interprètes, essentiellement féminins, ce qui permet de faire passer davantage de nuances.

En matière de pots de vin, j'ai, avec l'expérience, rédigé plusieurs commandements à ne pas oublier :

- Ne jamais donner pour recevoir mais pour remercier ;
- Anticiper les possibles pots de vin et prévoir un contrat pour lesdits pots de vin ;
- Les cadeaux font partie du paysage.

Il faut auprès des Russes jouer sur l'augmentation du pouvoir de vos interlocuteurs pour faire avancer les dossiers, y compris au niveau des régions. A cette condition, il est possible d'agir en respectant la loi.

Pour conclure, sachez que j'avais passé 4 ans en Italie avant de partir en Russie. Ce fut une bonne école !

Comment réussir en Russie : témoignage d'un investisseur

François RENARD

Délégué pour la CEI, Rhône Poulenc, CCEF

Notre Groupe et surtout Rhodia sont présents en Russie depuis près de 30 ans. Notre expérience industrielle est plus récente. Je voudrais vous parler ce matin de Certo, société de droit russe détenue par une société locale et Rhodia. Nous avons installé une première ligne de production en 1997. Celle-ci a nécessité un investissement de 25 millions de dollars et emploie 140 personnes.

Dès son démarrage, Certo a été un vrai succès technique et commercial. Le produit fabriqué a en effet homologué par les cigarettiers internationaux. Nous avons bénéficié d'un pré-marketing efficace. Hélas, le succès ne fut pas économique. Nous perdions de l'argent. Nous étions confrontés à des impôts et taxes locaux et régionaux, liés aux chiffres d'affaires et aux amortissements. De surcroît, les droits de douane sur notre matière première étaient supérieurs à ceux mis en place sur le produit fini !

Dans ce contexte, nous avons rapidement obtenu une aide significative de la part de la ville d'implantation et de la région de Moscou. Néanmoins, malgré la compréhension des administrations, nous n'avons pas dans un premier temps bénéficié de modifications des droits de douane. Nous avons donc signé un protocole avec le CCEF pour travailler sur ce dossier et le présenter à la commission de révision des droits de douane. Le décret correspondant a été signé le 15 janvier 1999. Les droits de douane ont été baissés de 5 % sur la matière première. Concrètement, notre résultat

opérationnel est maintenant proche de 0. Nous avons lancé l'étude de faisabilité technique de Certo 2 ; la décision d'investissement devrait être prise dans les prochains jours, ce qui nous permettrait de tripler la production. Enfin, Rhône Poulenc et Rhodia, rassurés par ce redressement, étudient d'autres opportunités d'investissements.

Finalement, tout est possible en Russie. Il faut surtout avoir de la détermination et envie d'aboutir, au-delà des trois P dont nous parlions précédemment.

Comment une petite PME vosgienne rénove la deuxième bibliothèque du monde

Serge CUNIN

Président-Directeur général des Etablissements Cunin SA

Nous sommes basés à Contrexéville. Nous travaillons en construction et nous réalisons des exportations depuis 1900. Nous sommes installés en Russie depuis 1990. Nos débuts ont été faits à petite échelle, à partir de la sous-traitance d'un grand Groupe. A partir de 1994, nous avons bénéficié d'une activité soutenue à Moscou.

En 1995, nous avons commencé à travailler sur la rénovation de l'ancienne bibliothèque Lénine. Après presque 30 mois de travail commercial, nous avons signé le contrat et touché le premier acompte en août 1998. Nous sommes 50 à Contrexéville, pour un chiffre d'affaires de 40 millions de francs. Pourquoi donc notre petite PME a-t-elle obtenu ce contrat ? Je crois que nous avons avant tout fait preuve de sérieux et respecté notre parole. Ensuite, durant l'activité commerciale, nous avons développé une vraie relation de confiance avec nos clients, et notamment les Ministères. Ce contrat prévoit que nous rénovions le bâtiment de stockage de la bibliothèque d'État. Nous l'avons aussi gagné parce que nous avons proposé une technique de rénovation ne nécessitant pas le déplacement des 41 millions de volumes contenus dans la bibliothèque !

Nous avons eu quelques difficultés à faire agréer nos études. Comme cela a été dit, la Russie est un pays très normatif. Nous avons l'habitude des normes françaises et des critères NF. En Russie, ces normes ne signifient rien ! De plus, lorsque vous créez ou apportez une nouvelle technique, vous devez la faire agréer par les instituts russes. Les embûches sont alors nombreuses (méconnaissance des circuits de validation, etc...). A cet égard, nous travaillons depuis 1992 avec un partenaire russe qui connaît bien ces circuits et qui nous aide au quotidien. C'est un élément déterminant de notre réussite à mon sens.

A ce jour, nos études sont approuvées et nous démarrons les travaux. Je voudrais profiter de ce point pour rapidement revenir sur la mafia russe. En tant qu'entreprise de construction, nous y étions confrontés jusqu'en 1994 (mafias de quartiers...). Maintenant, si des mafias existent, elles ne s'intéressent plus à la plomberie ou aux bâtiments. En matière de commissions, nous n'avons pas versé en tant que tel le moindre pot de vin pour signer le contrat. En revanche, nous avons dû décaisser une certaine somme en dollar pour obtenir les approbations techniques. Il s'agissait à chaque fois de mettre de l'huile dans les rouages, pour avancer plus vite. Cela dit, parfois, on ne paye pas et tout va très vite. Il n'y a donc pas vraiment de règles établies. Comme partout ailleurs, il y a en Russie 20 % d'aigrefins et 80 % de personnes voulant travailler avec vous en bonne intelligence.

La crise a paradoxalement assaini notre marché de second œuvre de construction. Les entreprises illégales ont disparu pour l'instant sur le marché russe. J'ajoute que notre chiffre d'affaires est supérieur depuis la crise.

Sachez enfin que la rénovation de la bibliothèque d'État est un symbole universel : ce bâtiment contient en effet des livres venant de tous les pays. J'en ferai ma conclusion.

Intervention de Nicolai MERKOUCHKINE Président de la République de Mordovie

J'aimerais en guise de conclusion, et très rapidement, commenter quelques interventions.

Nous avons parlé de l'incidence des prochaines échéances électorales. Il ne faut sans doute pas attendre ces élections pour prendre des décisions. En effet, ces échéances ne risquent en rien de générer une détérioration de la situation. Elles entraîneront, quelles que soient les personnes élues, une amélioration de la donne. D'autre part, il faut être plus simple dans notre vision de ce qui se passe en Russie. Pour beaucoup, ce que nous avons entendu était un peu gênant. En fait, il ne faut pas comparer la réalité de Moscou, ou la réalité de 1992/1995, et la situation actuelle. A notre sens, lorsque la volonté de conclure des affaires existe, il n'y a pas de problème de commissions, de pots de vin... Nous cherchons à travailler sur le long terme et il ne saurait être question de nous enrichir sur une affaire, avant de disparaître dans la nature !

Les entreprises qui fonctionnent bien et qui sont rentables sont nombreuses à l'heure actuelle : brasseries, élevages... Ce sont là autant d'opportunités pour les partenariats et autant de niches pour les investisseurs. Pour ne citer que cet exemple, la rentabilité de l'élevage de volailles que certains d'entre vous connaissent atteint 50 %. Dans l'agroalimentaire, Danone a sans doute commis une erreur en associant investissements et régions de marché et non de production. Je pense que nous aurions eu avantage à installer ces implantations dans des régions contenant des matières premières, comme la Mordovie et le lait. Je pourrais d'ailleurs vous inviter dans notre République, où les entreprises françaises pourraient participer à la production de téléviseurs, étant entendu que notre production a fortement redémarré. Le marché est immense et les téléviseurs non japonais ou non Philips seraient très rentables compte tenu du cours du rouble. C'est encore là une niche. D'autres niches existent dans notre République : la filière bois (où nous travaillons avec Alcatel pour des câbles à fibres optiques), l'industrie du sucre... Tout est possible en Russie, à condition de le vouloir.

Nous travaillons avec l'Italie, la Suède... Nous aimerions davantage travailler avec la France. Et je ne crois pas que la politique sera un obstacle à une plus grande coopération entre nos deux pays.